



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Tous aux urnes!

Lancement de la campagne

A Berne, le comité "OUI à l'autodétermination" a présenté les arguments en faveur d'un OUI à la démocratie directe et à l'initiative pour l'autodétermination, qui sera voté le 25 novembre.

pages 4+5

Prévenir les abus sociaux

Grâce au projet de "Base juridique pour la surveillance des assurés", les parasites sociaux étrangers et suisses peuvent à nouveau être observés et tenus pour responsables.

page 13

Le pacte migratoire de l'ONU

Ce pacte a pour but «une migration sûre, ordonnée et régulière» et doit permettre de faciliter l'accès des migrants au pays de leur choix. L'approbation de ce pacte par le Conseil fédéral constitue une violation manifeste de la Constitution et un scandale.

page 15



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 25 novembre 2018

| | |
|---|-----------------------|
| Acceptez-vous l'initiative populaire «Pour la dignité des animaux de rente agricoles (initiative pour vaches à cornes)»? | Réponse NON |
| Acceptez-vous l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)»? | Réponse OUI |
| Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 16 mars 2018 concernant la Base légale pour la surveillance des assurées? | Réponse OUI |

OUI

À la démocratie directe.
À l'autodétermination.

pages spéciales
7-9

L'UDC dans les médias



Un grand merci pour votre précieux engagement dans l'intérêt d'une Suisse qui entend continuer d'être heureuse et prospère à l'avenir.

Alfred Röst

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse



**Cette semaine, les différentes sections de l'UDC ont travaillé dur pour la pose des affiches !
OUI à l'autodétermination !**



IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, www.maxpixel.net, Wikipedia, www.maxpixel.net, www.1zoom.me, UDC Suisse

4 Lancement de la campagne



À la démocratie directe.

À l'auto-détermination.

www.initiative-autodetermination.ch

CCP: 31-31457-1

Qui décidera à l'avenir en Suisse ?

Le comité « OUI à l'autodétermination » a exposé les arguments pour un OUI à la démocratie directe et à l'initiative pour l'autodétermination qui sera décidée dans les urnes le 25 novembre prochain. En Suisse, ce sont les citoyennes et les citoyens qui ont le dernier mot dans toutes les décisions politiques importantes. Cette autodétermination unique au monde, qui découle du régime de la démocratie directe, est un pilier central du modèle à succès suisse.

Conséquence: le Conseil fédéral et le Parlement refusent tout simplement d'appliquer les décisions du peuple en se référant à l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE, ou encore à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Des exemples concrets parmi d'autres: des criminels étrangers condamnés ne sont pas expulsés vers leur pays d'origine malgré le OUI populaire à l'initiative sur le renvoi et l'immigration ne sera pas contrôlée malgré un OUI à l'initiative contre l'immigration de masse.

Fin de la démocratie directe

Pendant ce temps, des autorités et organes internationaux étendent constamment le champ d'application de traités internationaux sans que le peuple suisse n'ait son mot à dire. Et si la Suisse concluait, comme le souhaite le Conseil

fédéral, un accord-cadre institutionnel avec l'UE, la démocratie directe et la souveraineté législative de la Suisse disparaîtraient à l'histoire.

Priorité à la Constitution fédérale

L'initiative pour l'autodétermination exige que la Constitution fédérale redevenue la source suprême du droit suisse. La seule exception est le droit international impératif qui interdit, par exemple, la torture.

Conserver le droit de décider nous-mêmes

Cela assurera clarté et sécurité du droit : Les décisions du peuple ne pourront plus être éludées sous le prétexte de traités internationaux, mais elles devront être respectées et appliquées. Nous pourrions ainsi décider à l'avenir nous-mêmes si, oui ou non, nous voulons des denrées

alimentaires génétiquement modifiées, si nous voulons garder des banques cantonales bénéficiant de la garantie de l'Etat, si nous voulons des mesures d'accompagnement pour nous protéger contre la sous-enchère salariale, etc.

En bref, dans cette votation sur l'initiative pour l'autodétermination, il ne s'agit pas de savoir si on est de droite ou de gauche, mais il s'agit de répondre à la question de principe suivante: voulons-nous continuer de vivre dans une démocratie directe et voulons-nous sauvegarder notre souveraineté législative et la prospérité de notre pays?

*Albert Rösti
Conseiller national
Uetendorf (BE)*





CE Thomas Minder: «Il n'existe pas de bien juridique supérieur à la Constitution. Dans aucun pays. Par le biais du « double oui » du peuple et des cantons, le citoyen suisse et les cantons expriment leur volonté politique qui aura ainsi rang constitutionnel. Depuis l'introduction de cet instrument en 1891, 22 initiatives populaires ont été acceptées. Le souverain exige que le projet qu'il a approuvé dans l'urne soit réellement appliqué et respecté. Tel fut le cas durant de nombreuses décennies»



CN Hans-Ueli Vogt: «La priorité du droit international est une erreur fondamentale pour plusieurs raisons. Elle a pour principal effet que les décisions d'une poignée de fonctionnaires et de juges étrangers annulent les décisions de notre parlement et de notre peuple. Cela signifie en clair que la Suisse est de plus en plus régie par un droit créé par des personnes sans aucune légitimité démocratique et n'ayant jamais à assumer la responsabilité»



CN Thoma Matter: «Nous sommes convaincus que la démocratie directe garantit la stabilité, la sécurité du droit et des conditions-cadres favorables à l'économie. Il est facile de contrer les principaux arguments de certaines associations économiques et de démasquer leurs motivations véritables. Les adversaires suisses et étrangers de l'initiative ont un seul et unique objectif dans leur lutte acharnée contre l'initiative pour l'autodétermination: ils veulent, dans les faits, abolir notre démocratie directe.»



CN Céline Amaudruz: «Que le monde politique soit fatigué des responsabilités qu'il a sollicitées et souhaite se décharger sur diverses autorités venues de loin lui appartient. Nous ne sommes pas de ce bois-là. Nous estimons que le citoyen doit rester l'organe politique suprême dans notre pays, étant entendu qu'il a le droit de changer d'avis, surtout lorsque ce qu'on lui a promis ne correspond pas à ce qu'il reçoit.»

4x4 & DURABILITÉ

Un essai
maintenant



NEW MITSUBISHI OUTLANDER PHEV



**MITSUBISHI
MOTORS**

Drive your Ambition

40 g/km CO₂ | **1.8** l/100km | **5** ans de garantie | **8** ans de garantie batterie

mitsubishi-motors.ch

UPE CHF 39'900.- net, TVA comprise PHEV Value 4x4, moteur avant essence 135 ch, e-moteur avant: 82 ch, e-moteur arrière: 95 ch. Illustr. PHEV Style 4x4, moteur avant essence 135 ch, e-moteur avant: 82 ch, e-moteur arrière: 95 ch. CHF 45'900.-, TVA comprise, consommation électrique selon norme NEDC 13,4kWh/100 km (équivalent essence 3,3l/100km), consommation d'essence selon norme NEDC avec batterie pleine (67% électrique, 33% essence) 1,8l/100km, CO₂ 40g/km, catégorie d'efficacité énergétique B, consommation normalisée en mode hybride avec batterie vide 5,0l/100km, émissions de CO₂ liées à la production de carburant: 19g/km, moyenne de CO₂ de toutes les voitures neuves vendues en CH: 133g/km. 54km d'autonomie purement électrique ou plus de 800km d'autonomie globale (dans des conditions de conduite idéales).

OUI à la démocratie directe OUI à l'autodétermination

L'initiative pour l'autodétermination lancée par l'UDC veut revenir à une réglementation évidente et éprouvée, à savoir: les tribunaux suisses doivent pouvoir appliquer la Constitution fédérale, démocratiquement légitimée, lorsqu'il y a une contradiction avec le droit international.

L'initiative pour l'autodétermination entend ancrer dans la Constitution suisse ce qui était incontesté jusqu'en 2012: qui, dans notre pays, détermine en fin de compte nos règles, nos lois et nos conditions cadres? Est-ce notre propre peuple dans le cadre du processus de démocratie directe ou est-ce le droit international qui ne cesse d'être développé de manière incontrôlée et parfois jusqu'à l'absurde par des juges de Strasbourg et de Bruxelles, des fonctionnaires de l'ONU ou de l'OCDE?

Les droits de participation des citoyennes et des citoyens nous ont apporté la stabilité, la paix, plus de bien-être, la liberté, la sécurité et une certaine qualité de vie. La démocratie directe a permis de prendre nettement plus de bonnes décisions que si les politiciens avaient été les seuls à décider.

- Ce n'est que grâce à une décision du peuple que nous ne sommes, aujourd'hui, pas membre de l'EEE, pas plus que de l'UE.
- La Berne fédérale aurait renoncé depuis longtemps à notre propre monnaie, le franc suisse. Sans l'autodétermination des citoyens, la charge représentée par les impôts, les

taxes et les cotisations seraient bien plus élevée.

- La dette étatique serait gigantesque et le frein à l'endettement dépassé depuis longtemps.
- Si le peuple n'avait plus rien à dire, alors la situation dans le domaine de l'asile serait encore plus chaotique qu'elle ne l'est actuellement. Nous aurions en effet toutes les peines du monde à expulser ne serait-ce qu'un seul criminel étranger.
- La frénésie bureaucratique avec chaque semaine quelque 140 pages supplémentaires ajoutées aux lois, aux ordonnances, aux directives et aux instructions – dont la plupart sont générées par le droit international – ne pourrait jamais être contrecarrée par une initiative populaire.
- Sans votation populaire, nous n'aurions pas durci notre droit pénal et abordé plus fermement les criminels violents.
- La démocratie directe est la meilleure protection contre la corruption, car il est possible de corrompre quelques politiciens, mais pas tous les citoyens.



Que veut l'initiative pour l'autodétermination? Rien d'autre que rétablir la situation qui prévalait avant le mois d'octobre 2012, lorsque trois juges fédéraux sur cinq ont décidé par un arrêt scandaleux que le droit international passait avant la Constitution fédérale. Jusque-là, en cas de contradiction entre la Constitution fédérale et le droit international, on avait procédé à une pesée des intérêts en jeu et on avait cherché une solution acceptable. Si cela n'était pas possible, alors le droit institué en dernier prévalait.

Dans le rapport du Conseil fédéral en date du 5 mars 2010, on lit également ceci: «Par ailleurs, dans aucun Etat le droit international n'a l'absolue priorité sur le droit national ...». Le fait que le Tribunal fédéral, le Parlement et la science juridique n'aient introduit que ces dernières années la préséance générale du droit international sur le droit national est donc absolument inédit en comparaison internationale.



Jean-Luc Addor
Avocat / Conseiller
national
Savièse (VS)



«Ici, c'est chez nous. Nos lois, nous voulons les faire nous-mêmes, pas sous la dictée de l'UE !»



Virna Conti
étudiante en droit
116 chemin des
Mollies (GE)



«L'initiative d'autodétermination est lancée pour maintenir le pilier que constitue le citoyen suisse, c'est-à-dire le législateur suprême.»

Patrie et autodéterm

Abandonner la démocratie directe, c'est abandonner la Suisse. Nos droits démocratiques sont uniques. L'initiative pour l'autodétermination est un engagement pour notre patrie politique.

par Peter Keller, conseiller national, Hergiswil (NW)

Nous sommes Romands et Tessinois, Zurichois et Appenzellois, montagnards et citadins, femmes et hommes – mais nous avons en commun notre attachement à la Suisse, à notre patrie.

Chacun d'entre nous a dans sa mémoire un petit coin qui le rattache à la patrie, une odeur, un souvenir particulier qui déclenche un sentiment spécial. Je me souviens de cet été au Stanserhorn lors que nous nous reposions un instant après avoir fait les foins. Nous entendions de loin les cloches de vaches ruminant paisiblement dans un pré. Un de mes compagnons s'est retourné pour s'exclamer « Voilà la patrie! ».

Chacun d'entre nous porte un morceau de la patrie en lui. La patrie, c'est l'intimité, la patrie, c'est ce qui nous manque lorsque nous sommes ailleurs. Les montagnes, les lacs, le cervelas et l'aromate... Parfois il suffit de partir pour comprendre ce que signifie la patrie, la Suisse.

Beaucoup de gens nous envient notre patrie. Ils songent moins à notre prospérité ou aux beaux paysages dans lesquels nous avons la chance de vivre, mais ils aimeraient posséder un système politique comme le nôtre. Notre démocratie directe est unique au monde. Nulle part ailleurs les citoyennes et les citoyens n'ont autant de compétences que chez nous. Nous ne pouvons pas seulement élire, nous pouvons aussi trancher toutes les questions politiques importantes. Chez nous, le dernier mot n'appartient ni aux gouvernements, ni aux juges, ni aux organisations internationales, mais il appartient à nous!

La Suisse n'a pas de meilleurs politiciens que l'Allemagne ou l'Italie. Mais nous avons le meilleur système politique – grâce à la démocratie directe, grâce à l'autodétermination des citoyennes et des citoyens.

Malheureusement une forme de cécité politique frappe beaucoup de monde dans notre pays. Le sens de la patrie se



perd. Certains milieux politiques n'ont plus le courage de s'engager pour la démocratie directe. Nos droits démocratiques sont pourtant l'âme de la Suisse. Nous devons faire un effort pour sauvegarder notre patrie politique. Disons OUI à la démocratie directe, OUI à l'autodétermination.

*Peter Keller
conseiller national
Hergiswil (NW)*



Oui à une agriculture autonome

Ce n'est qu'en disant OUI à l'initiative pour l'autodétermination que l'agriculture suisse telle que nous la connaissons aujourd'hui sera garantie sur la durée. Il convient en effet de relever que le peuple suisse a également été consulté systématiquement pas le passé sur les questions importantes concernant l'agriculture. Comme en automne dernier, lorsque le peuple a accepté à près de

80% des voix le nouvel article constitutionnel sur la sécurité alimentaire. Sans l'initiative pour l'autodétermination, ce seront des employés et des fonctionnaires, notamment de Bruxelles, qui décideront à quoi devra ressembler la politique agricole de la Suisse à l'avenir. Cela peut peut-être plaire à Avenir Suisse, la fossoyeuse de l'agriculture suisse. Mais certainement pas à nous autres les paysans. Nous voulons que le peu-

ple suisse fixe le cap. Et pour ce faire, il faut voter OUI. Oui à l'initiative pour l'autodétermination.

*Marcel Dettling
conseiller national
Oberiberg (SZ)*



ination



Oui à l'autodétermination

«Voulez-vous en tant qu'entrepreneur ou entrepreneuse décider par vous-mêmes de ce que vous pouvez faire dans votre exploitation? La tutelle de plus en plus pesante de l'administration et des autorités ne vous irrite-t-elle pas au plus au point? N'aimeriez-vous pas pouvoir résilier un contrat de bail de l'immeuble commercial lorsque les circonstances ont changé et que vous devez ou pouvez agrandir votre entreprise? En tant que commerçant, c'est juste de cette liberté dont je veux jouir, pouvoir décider en toute indépendance ce que je veux faire, quand et comment je veux investir. C'est exactement ainsi que fonctionne notre démocratie dans notre pays. Nous décidons démocratiquement ce qui doit être décidé et notre Constitution nous donne le cadre légal pour ce faire. Je ne veux pas que d'autres décident pour moi, c'est pourquoi je dirai oui à l'initiative pour l'autodétermination.»

Bruno Walliser
conseiller national
Volketswil (ZH)



l'autodétermination est bon pour les consommateurs

Ce sont les citoyennes et les citoyens qui ont le dernier mot en Suisse. Nous décidons des lois sous lesquelles nous voulons vivre et cela nous réussit bien. Nous voulons continuer à déterminer nous-mêmes notre vie et non pas nous orienter en fonction de juges étrangers et de lois qui ne sont pas les nôtres. Il s'agit purement et simplement d'empêcher la reprise automatique du droit européen. Nous savons en effet fort bien ce qui est bon pour nous, nous le décidons avec notre démocratie directe et avec notre bon sens.

Pour nous autres consommateurs, un OUI à l'initiative pour l'autodétermination est impératif! La frénésie bureaucratique qui nous vient

de Bruxelles limite notre économie et ce n'est plus la meilleure idée qui gagne sur le marché! Des limitations concernant la production de produits alimentaires, les gaz d'échappement des voitures, les chargeurs de téléphones portables, les performances d'aspiration optimales, etc., tout est réglementé. Cela étant, si nous voulons d'autres lois sur la protection des animaux ou des prescriptions spécifiques en matière d'ingénierie génétique, nous pouvons les avoir en disant OUI à l'initiative pour l'autodétermination!

Tonja Kaufmann
députée
Gebenstorf (AG)



Regardons de plus près!

Les menaces sur notre pays en provenance de l'UE se succèdent! Politiciens et associations diverses diffusent ces menaces pour mettre à terre notre initiative pour l'autodétermination.

Nous sommes la Suisse!

Notre démocratie directe nous permet de nous déterminer nous-mêmes. Ce qui ne manque pas de faire des envieux parmi de nombreux Etats.

Autodétermination également pour les impôts!

Des conditions cadres fiscales attractives confèrent aux entreprises une stabilité et une sécurité indéniable. Ces conditions fiscales favorables sont une épine dans le pied pour certains pays, qui menacent la Suisse avec des listes noires. Or, ces

mêmes pays pourraient faire eux-mêmes en sorte d'offrir des conditions fiscales attractives afin que leurs citoyens disposent de plus de moyens pour vivre.

Nous fixons le montant de la TVA!

Nous pouvons également déterminer nous-mêmes le montant de la taxe à la valeur ajoutée. Dans la plupart des Etats de l'UE, le taux de TVA est de 20%. Si l'UE parvenait à imposer à la Suisse une taxe à la valeur ajoutée de même niveau que celui pratiqué dans l'UE, et ce, pour nous permettre de continuer à participer au marché intérieur européen, cela signifierait des impôts supplémentaires de 2500 francs par tête et par année.

Sylvia Flückiger
conseillère nationale
Schöfland (AG)



NEW SUZUKI PIZ SULAI® 4x4



NEW SUZUKI SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4x4

DES Fr. 27 490.-

BOOSTERJET

NEW SUZUKI SWIFT PIZ SULAI® 4x4

DES Fr. 20 490.-

(HYBRID)

NEW SUZUKI IGNIS PIZ SULAI® 4x4

DES Fr. 19 490.-



ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT: New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4x4, boîte manuelle à 6 rapports 5 portes, Fr. 27 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km; New Suzuki Swift PIZ SULAI® 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 20 490.-, consommation de carburant normalisée: 4.9l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 112g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 26g/km; New Suzuki Ignis PIZ SULAI® 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 19 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; **photo grand format:** New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® Top 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km; New Suzuki Swift PIZ SULAI® Top Hybrid 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 23 190.-, consommation de carburant normalisée: 4.4l/100km, catégorie de rendement énergétique: D, émissions de CO₂: 101g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 23g/km; New Suzuki Ignis PIZ SULAI® Top 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; émissions moyennes de CO₂ de tous les modèles de véhicules neufs immatriculés en Suisse: 133g/km.

Piz Sulai
Avantages client jusqu'à:
Fr. 2 100.-
Série spéciale limitée,
jusqu'à épuisement du stock

Le N°1 des compactes



Way of Life!

www.suzuki.ch



Conditions de leasing: durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Le partenaire pour le leasing est la MultiLease AG. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**



Petit polyvalent pour grandes exigences



CHF 14'950.-

C35 Fourgon

*Prix hors 7.7% TVA, PVC

WWW.DFSK.SWISS



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN



MARKUS REZZONICO

SVP-Delegierter Kanton Solothurn
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61

markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75

www.dietschi-pd.ch

**VOTRE ANNONCE DANS
LES JOURNAUX
DE L'UDC**

Plus d'informations par e-mail
à franc-parler@udc.ch.

Notre droit ou la burqa

En avril 2011, la France interdisait le port de tenues destinées à dissimuler le visage dans l'espace public. Hooligans, Black Blocks étaient aussi concernés mais c'est la burqa qui fit débat.



Le 25 novembre prochain, il sera question de savoir si nous sommes en droit de contrarier l'avancée de l'islamisme.

A la suite d'un recours, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé qu'une telle interdiction pouvait être admise. Hélas, cette loi n'est appliquée qu'à doses homéopathiques, surtout dans les quartiers sensibles où chaque contrôle tourne à l'émeute. Fort de ce laxisme, un braqueur extrêmement dangereux s'est ainsi récemment baladé sans entrave sous sa burqa alors que toutes les polices de France étaient à ses trousses.

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU s'immisce dans le processus

La bienveillance dont bénéficient les islamistes ne leur suffit pourtant pas. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU s'est donc penché sur le cas. Les 18 juristes internationaux qui constituent cet éminent cénacle s'apprentent à

rendre leurs "constatations" quant à la loi qui "porte atteinte à la liberté religieuse" et discrimine les femmes adeptes de la burqa.

Que fait le Parlement pour éviter d'avoir à mettre en œuvre l'initiative contre la burqa ?

Fort heureusement, l'avis de ce comité n'a aucune valeur contraignante et on imagine mal la France revenir sur une loi qu'elle applique si peu. Tel ne sera pas le cas en Suisse. Le Conseil fédéral et la majorité du parlement tremblent à l'idée de contrarier la moindre instance internationale même consultative. Pour l'heure, deux cantons ont déjà pris les devants mais la question ne devrait pas tarder à se présenter au niveau national avec l'initiative visant à étendre l'interdiction sur l'ensemble de notre territoire.

Nos autorités sont déjà tétanisées à l'idée de voir le texte accepté. Les termes de l'initiative sont clairs mais gouvernement et parlement vont bien une nouvelle fois trouver une combine pour priver la volonté populaire du moindre effet. Le 25 novembre prochain, il sera question de savoir si nous sommes en droit de contrarier l'avancée de l'islamisme où s'il convient de se plier à l'avis de 18 personnes majoritairement acquiescentes aux fous d'Allah. En clair, ce sera oui ou la burqa.

*Céline Amaudruz
conseillère nationale
Genève (GE)*



HALTE AUX ABUS SOCIAUX!

OUI



à la modification du droit
des assurances sociales
le 25 novembre

Contre les fraudeurs
aux assurances sociales

surveillance-oui.ch

Oui à la prévention des abus en matière d'aide sociale

Des juges étrangers siégeant à Strasbourg interdisent à la Suisse de surveiller discrètement des escrocs à l'assurance. Grâce à la «Base légale pour la surveillance des assurés», les fraudeurs à l'assurance suisses et étrangers peuvent à nouveau être surveillés et contraints à rendre des comptes.

Un assuré a prétendu que sa vie était «aussi pénible qu'insupportable» et une «suite de moments douloureux entre le lit et le sofa». La même personne a néanmoins pu sans difficulté aucune conduire une voiture, voire même une Harley Davidson. Un autre assuré se plaignait qu'il ne pouvait plus faire du vélo en raison de ses maux de dos et qu'il ne pouvait porter que des objets très légers. Or, l'on a constaté lors de la surveillance mise en place que cette même personne était en mesure de charger des pneus de 15 kilos et de démarrer sur des chapeaux de roue avec une lourde moto.



Les juges étrangers supplantent le Tribunal fédéral

Plus aucune surveillance de ce type n'est possible actuellement, car un tribunal étranger – la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg – a estimé que les assurances suisses n'avaient aucune base léga-

« Un assuré a prétendu que sa vie était «aussi pénible qu'insupportable» et une «suite de moments douloureux entre le lit et le sofa». »

le suffisante pour ce faire. Depuis, les tricheurs éhontés ne peuvent plus, compte tenu du manque de preuves flagrantes, être convaincus

Se faire passer pour un invalide afin d'obtenir de l'argent des caisses de sécurité sociale et exploiter de sang-froid et sans vergogne les cotisants honnêtes de ce pays justifie un OUI au projet de «base légale pour la surveillance des assurés».

d'escroquerie à l'assurance.

Observation uniquement sur la base d'indices précis

S'il est accepté, le projet de «base légale pour la surveillance des assurés», sur lequel doivent d'ailleurs se prononcer les Suissesses et les Suisses le 25 novembre 2018, permettra de mettre en place une surveillance dans un cadre très précis et s'il existe des indices concrets de perceptions abusives de prestations d'assurances et que les faits ne peuvent pas être clarifiés par d'autres moyens ou uniquement en engageant des moyens disproportionnés.

Seraient permis dans ce contexte des enregistrements vidéo et audio. Des dispositifs de localisation tels des trackers GPS seraient autorisés s'il n'est pas possible de trouver par d'autres moyens où se trouve la personne surveillée. Soutenez l'UDC dans son combat contre les escrocs à l'assurance suisses et étrangers, et votez OUI à ce projet de loi.

Thomas Aeschi
conseiller national
président du groupe UDC
Baar (ZG)



14 Renforcer l'agriculture



La Constitution fédérale doit rester une référence déterminante pour la conception de la politique agricole et elle doit pas être minée par des conventions internationales et des traités de libre-échange agricole.

Pourquoi les paysans doivent-ils voter OUI à l'initiative pour l'autodétermination

Ce fut notamment le cas en 1998 lorsqu'une majorité écrasante du peuple suisse a dit OUI au nouvel article constitutionnel 104 qui reconnaît les prestations des exploitations agricoles et ancre dans la Constitution fédérale les mesures que doit prendre l'Etat en faveur de l'agriculture (protection aux frontières, paiements directs). L'an passé, 78% des votants ont réitéré leur confiance dans les agriculteurs suisses en votant OUI à l'article 104a sur la sécurité alimentaire.

Il est donc essentiel que la Constitution fédérale reste la référence déterminante pour la conception de la politique agricole et qu'elle ne soit pas minée par des conventions internationales et des traités de libre-échange agricole. Seule l'initiative pour l'autodétermination garantit durablement que le peuple et les cantons puissent décider librement et définitivement des conditions-cadres régissant l'agriculture.

Non merci à une politique agricole type Avenir Suisse!

Si tel n'est plus le cas, des scénarios comme ceux prêchés régulièrement par Avenir Suisse et Economie Suisse deviendraient une dure réalité. Rien

d'étonnant donc à ce que ce soient ces mêmes milieux qui combattent le plus âprement l'initiative pour l'autodétermination.

Ils savent très bien qu'ils ne peuvent faire passer leurs idées d'une agriculture complètement libéralisée qu'avec l'aide des bureaucrates de Bruxelles et en évinçant le peuple suisse.

Renforcer l'agriculture indigène

La Suisse doit continuer de décider librement et définitivement de la conception de lois importantes comme la loi sur l'aménagement du territoire, la loi sur le génie génétique, le droit alimentaire, la loi sur la protection de l'environnement, la loi sur

la protection des animaux, etc. pour permettre à l'agriculture indigène de se distinguer avec des produits de qualité élevée par rapport à la concurrence étrangère.

Un OUI à l'initiative pour l'autodétermination

- garantit durablement le droit de vote des Suissesses et des Suisses;
- protège la démocratie directe, donc le modèle à succès suisse;
- sauvegarde l'autodétermination législative de la Suisse;
- renforce l'agriculture indigène.

L'autogoal anti-Suisse du Conseil fédéral

Bref rappel: le «Global Compact for Migration» a pour but «une migration sûre, ordonnée et régulière» et doit permettre de faciliter l'accès des migrants au pays de leur choix, et ce, indépendamment de leurs qualifications. Il s'agit de créer des voies légales, d'introduire une censure médiatique afin de garantir une couverture journalistique équilibrée, d'offrir dans le pays d'origine déjà des cours de langue du pays où l'on souhaite se rendre, de faciliter grandement le regroupement familial ainsi que les transferts d'argent dans le pays d'origine.

Il est regrettable que l'ONU ait rédigé un tel pacte. Mais on lève définitivement notre chapeau lorsque l'on sait que l'ambassadeur suisse Jürg Lauber a joué un rôle clé dans l'élaboration de cet incroyable pacte, et ce, avec la bénédiction expresse du Conseil fédéral. On a là à mon avis l'infraction décrite à l'article 267 du Code pénal, article qui stipule la chose suivante: «Celui qui, en sa qualité de représentant de la Confédération, aura intentionnellement conduit au détriment de celle-ci des négociations avec un gouvernement étranger, sera puni d'une peine privative de liberté d'un an au moins.»

Et celui qui lit l'accord remarquera rapidement aura des effets désastreux pour la Suisse et l'Europe. Si la migration est légalisée, voire même encouragée de cette manière et à ce point, alors bonsoir l'Europe!

Où sont donc les hurlements des journalistes qui sont d'habitude tellement prompts à s'insurger pour conserver leur indépendance? Selon le pacte en question, les médias doivent surveiller et évaluer si les comptes rendus journalistiques sur les thèmes de la migration sont équilibrés. Mais comme ce pacte va totalement dans le sens des journalistes de gauche, on taira poliment tout cela ...

Légalement non contraignant? Plutôt vraiment intolérable!

Le Conseil fédéral ne doit donc jamais signer cette convention, pour la bonne raison qu'elle contredit notre Constitution. Selon l'article 121a de cette der-



Le pacte de l'ONU sur la migration a pour but de faciliter l'accès des migrants au pays de leur choix. L'UDC demande au Conseil fédéral de ne pas signer ce pacte.

nière, la Suisse régleme la migration elle-même et en toute indépendance. Le Conseil fédéral ne peut conclure aucune convention qui contredirait ce principe. Le pacte en question accorde toutefois à tout individu le droit de libre établissement. C'est ici que réside le véritable scandale, car le Conseil fédéral se moque de la Constitution et se permet n'importe quoi...

Le Conseil fédéral affirme maintenant qu'il s'agit uniquement d'une «soft law» et que le pacte en question n'est pas juridiquement contraignant. Il reconnaît tout de même que ce pacte est politiquement contraignant. La Suisse jouera naturellement ici aussi l'élève modèle et appliquera à la lettre les mesures prévues. Par ailleurs, le pacte stipule clairement que les Etats sont tenus à remplir les objectifs qui y sont définis et que ces derniers seront même contrôlés. Le Conseil fédéral doit-il suivre un cours d'anglais? A plus de 20 endroits, on tombe en effet sur l'expression «We commit to...», qui signifie «nous nous engageons à»! On se

demande vraiment pourquoi le Conseil fédéral n'a pas trouvé mieux ou s'il décide en dépit du bon sens. L'alternative n'est guère engageante...

Initiative pour l'autodétermination = les intérêts suisses en lieu et place d'idéologies irréalistes

L'épisode du pacte sur la migration prouve une fois de plus que nous ne pouvons pas nous fier aveuglément au Conseil fédéral et à ses diplomates. Il est donc d'autant plus important que l'initiative en faveur de l'autodétermination soit maintenant acceptée, car elle notre dernière planche de salut pour protéger les droits des Suissesses et des Suisses, et conserver l'autonomie de la Suisse!

Andreas Glarner
conseiller national
entrepreneur
Oberwil-Lieli (AG)



Votation du 25 novembre 2018



Michaël Buffat
Conseiller national
Vuarrens (VD)

Oui à la démocratie suisse!

OUI A L'INITIATIVE POUR L'AUTODETERMINATION

«L'autodétermination est un bien inaliénable.
L'abandonner marquerait la fin lente de notre
pays en tant que tel.»

CELINE AMAUDRUZ

Conseillère nationale (GE)

« C'est à la démocratie directe que nous devons notre liberté et l'exceptionnelle qualité de vie qui règne dans notre pays. Donc oui à l'autodétermination! »



Luttez à notre côté pour un **OUI à la démocratie directe et à l'autodétermination** de la Suisse !

Distribuez dès maintenant des flyers dans votre entourage ou commandez des affiches !



Sponsorisez dès maintenant l'envoi de flyers dans votre commune !
Sur www.prospectus-partout.ch/autodetermination vous avez la possibilité de sélectionner une commune ou un district et de sponsoriser l'envoi de flyer grâce à ce portail.

Commandez les flyers à l'adresse suivante info@initiative-autodetermination.ch ou au 031 300 58 58.

<https://www.initiative-autodetermination.ch>